

Cote du document:	GC 30/INF.4
Date:	2 février 2007
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Cœuvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

Table ronde 1

Migration et emploi rural

Conseil des gouverneurs — Trentième session
Rome, 14-15 février 2007

Pour: **Information**

Note aux Gouverneurs

Le présent document est soumis au Conseil des gouverneurs pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Gouverneurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

Rosemary Vargas-Lundius

Coordinatrice des politiques
téléphone: +39 06 5459 2350
courriel: r.vargaslundius@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table ronde 1

Migration et emploi rural

Introduction

1. Au cours des dernières décennies, l'exode rural à destination d'une zone urbaine ou d'un pays étranger s'est considérablement accru, et les femmes sont de plus en plus nombreuses à participer à ce mouvement.
2. Les disparités très importantes qui existent sur le plan des perspectives d'emploi et de revenus ainsi que la possibilité d'accéder à des services de meilleure qualité dans les zones urbaines et dans les pays plus développés sont autant de facteurs qui suffisent à expliquer la progression rapide des migrations. Or ce phénomène engendre des répercussions sensibles sur les zones rurales. Par exemple, à l'échelle mondiale, les envois de fonds des travailleurs migrants augmentent rapidement et régulièrement. À certains endroits, ils ont supplanté l'agriculture comme principale source de revenus des ménages ruraux.

Les effets des migrations

3. Les effets des migrations sur l'emploi rural varient énormément en fonction de la situation. Un grand nombre de facteurs interagissent pour moduler les effets croisés de l'hémorragie de main-d'œuvre, des transferts financiers, des investissements, de l'accumulation d'actifs et des évolutions démographiques. Dans les régions à forte densité de population, l'exode rural peut constituer un moyen de pallier le sous-emploi dans l'agriculture et de préserver les moyens d'existence des paysans qui restent sur place. Les migrations saisonnières permettent une meilleure répartition de la main-d'œuvre, puisque ceux qui sont sous-employés à la morte-saison agricole peuvent trouver du travail dans les villes ou dans d'autres régions, ce qui leur permet d'augmenter leurs revenus. En revanche, les migrations plus durables privent parfois les campagnes d'une main-d'œuvre indispensable durant les périodes de forte activité agricole. Dans une certaine mesure, les envois de fonds peuvent compenser les effets négatifs de l'exode rural en permettant de remplacer la main-d'œuvre perdue par des travailleurs salariés. L'exode rural peut aussi se traduire par une fuite des compétences et priver les zones rurales des esprits les plus novateurs.
4. Pour la plupart des ménages, l'exode rural constitue une stratégie de survie plutôt qu'une stratégie d'accumulation. Il importe toutefois de reconnaître la contribution que les émigrés et les réseaux apportent ou peuvent apporter, à l'appui des activités agricoles et au développement de l'offre d'emplois extra-agricoles. Les compléments de revenus que représentent les envois de fonds permettent aux ménages d'investir dans des activités agricoles et extra-agricoles ou la création d'entreprises, ce qui se traduit parfois pour d'autres villageois par des possibilités d'emploi.
5. En outre, les émigrés contribuent au développement de leur localité d'origine sous d'autres formes – en donnant collectivement de leur temps, par l'intermédiaire de leurs réseaux d'affaires, de leurs investissements, et grâce au transfert de compétences, de savoirs et d'expérience et à l'ouverture culturelle qu'ils apportent. Par exemple, les réseaux d'émigrés (soit par-delà les frontières, soit entre villes et campagnes) peuvent constituer une tête de pont pour les produits locaux ou pour les entreprises qui cherchent à commercialiser des biens et des services. Ces réseaux sont également susceptibles de favoriser les investissements des émigrés en faveur de leur communauté d'origine. Dans le cadre d'associations d'émigrés venant de la même localité, par exemple, il n'est pas rare que les migrants apportent aux projets de développement local un soutien financier collectif, des compétences et des savoirs. Des groupes d'émigrés ont par exemple financé des dispensaires, construit des écoles, réparé des routes et, plus récemment, commencé à investir dans des projets générateurs de revenus et d'emplois dans leur communauté d'origine.

6. Lorsque les émigrés réussissent à se constituer un capital et à acquérir des compétences, cela ne les conduit pas nécessairement à réaliser des investissements productifs dans leur localité d'origine. D'autres facteurs entrent en jeu: leur niveau d'instruction; leurs nouvelles conditions de vie; s'ils ont ou non l'intention de rentrer au pays; les caractéristiques du ménage auquel ils appartiennent et leur accès aux actifs locaux; et enfin la situation sociale, économique et environnementale qui prévaut dans leur région d'origine.

Le nouveau paysage rural

7. La progression sensible des migrations et leurs effets multiformes sur la société rurale ont modifié la physionomie des campagnes, tant sur le plan social que sur le plan démographique. Ce nouvel espace rural se caractérise par l'essor de villes petites et moyennes qui entretiennent des liens économiques forts avec les habitants restés dans les campagnes. Dans de nombreux pays, les activités économiques découlant de cette nouvelle "ruralité" sont le moteur de la création d'emplois ruraux extra-agricoles; dès lors, certains aspects de la qualité de vie urbaine sont désormais plus accessibles aux habitants des campagnes.
8. Toutefois, il ne s'agit pas de suggérer que les migrations et les envois de fonds engendrent automatiquement le développement. Dans certaines situations, les liens étroits que les ménages entretiennent avec des bassins d'emploi extérieurs peuvent se traduire par une dépendance accrue à l'égard des envois de fonds. En outre, les migrations sont susceptibles d'entretenir ou de renforcer les inégalités entre les ménages qui reçoivent des fonds et ceux qui n'en reçoivent pas. Les migrations sont donc à la fois un handicap et une chance pour les sociétés rurales. Par ailleurs, compte tenu de la diversification du paysage rural, le champ d'intervention des politiques publiques s'est considérablement élargi. Il est nécessaire que l'ensemble des acteurs du développement analysent les problèmes en les resituant dans leur contexte spécifique afin de proposer des solutions permettant de réduire au minimum les coûts des migrations et d'en maximiser les avantages.

Questions pouvant guider le débat en table ronde

- Faut-il faire appel à des stratégies et des instruments différenciés pour résoudre le problème du manque d'activités productives dans les campagnes et pour freiner l'exode rural?
- Quelles politiques et quelles interventions sont à même de renforcer les effets potentiellement favorables des migrations et de soutenir les migrants et leurs organisations dans les activités de développement rural et de création d'emplois qu'ils entreprennent?
- Comment améliorer réellement la situation des femmes, compte tenu du fait qu'elles sont de plus en plus nombreuses parmi les migrants et au sein de la main-d'œuvre?
- Quelle peuvent être l'axe d'intervention et le rôle spécifiques du FIDA à l'égard des questions que les migrations posent en zone rurale?

Président/modérateur

M. Aziz Khan, Professeur honoraire d'économie du développement, Université de Californie, et Professeur associé à la School of International and Public Affairs de l'Université de Columbia

Intervenants

Mme Cecilia Tacoli, Directeur de recherche, Human Settlements Programme, Institut international pour l'environnement et le développement

M. Frédéric Sandron, Chargé de recherche, Institut de recherche pour le Développement

M. Benjamin Davies, Économiste, Division de l'économie agricole et du développement, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

(Des représentants de migrants engagés dans des activités qui favorisent l'emploi rural participeront à la table ronde en qualité d'invités d'honneur)